

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

France

(Page 08)

Monsanto-Bayer condamnés face à un agriculteur intoxiqué

Le groupe agrochimique a été définitivement reconnu coupable pour l'intoxication d'un agriculteur...

Suisse

(Page 08)

Les faillites d'entreprises sont en recul en 2020

Le nombre de faillites d'entreprises a diminué de 21% sur les neuf premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période en 2019, selon une étude menée par le cabinet...



Cofinancement de projets

(Pages 03)

La BOAD et le Fonds OPEP renforcent leur coopération



Primature

(Page 04)

Trois personnalités au cabinet de Victoire Tomégah-Dogbé

Entreprises

COFINA arrive au Togo avec l'agence AG Partners

Dans le cadre de son processus d'installation au Togo, la Compagnie Financière Africaine (Cofina) s'offre les services de AG Partners pour être son conseiller... (Page 04)

Pays ITIE

(Page 02)

Nouvelle approche pour évaluer les progrès

Une nouvelle approche vient d'être adoptée pour la Validation des pays ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives)...

Finance du développement

Attirer davantage de capitaux du secteur privé en Afrique

Les plus grandes institutions de financement du développement du continent africain ont souligné... (Page 06)

Santé au Togo

Plus de 6 millions de moustiquaires seront distribuées

Le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins a lancé à ce jeudi 22 octobre, une nouvelle ... (Page 11)

PROMOTION DES PRODUITS TOGOLAIS EN FRANCE

La Togolaise EGGLEY Véronique et sa compagnie Bioperfect, mettent les produits du Togo et de l'Afrique de l'ouest à l'honneur du **26 au 31 octobre** de 9H à 19H à l'hypermarché E.LECLERC de St Ouen l'Aumône .
Les pays concernés par cette campagne sont : Togo , Cote d'Ivoire, Sénégal, Mali, Ghana, Burkina Faso, Guinée , Niger.

Les partenaires :



Pays ITIE

Nouvelle approche pour évaluer les progrès

Une nouvelle approche vient d'être adoptée pour la Validation des pays ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Elle met davantage l'accent sur le rôle des Groupes multipartites et sur l'intégration de la divulgation des données ITIE dans les systèmes d'information gouvernementaux et des entreprises déjà en place.



● Vivien ATAKPABEM

Lors de sa réunion du 15 octobre 2020, le Conseil d'administration de l'ITIE a convenu d'introduire une nouvelle méthode pour évaluer les progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre de la Norme ITIE. « Cette nouvelle approche reconnaît en fait que tous les pays ITIE n'en sont pas au même point », a déclaré Mme Helen Clark, présidente du Conseil d'administration de l'ITIE. « Elle permet le respect cohérent de la Norme ITIE, tout en orientant les ressources nécessaires pour faire face aux défis pressants de gouvernance. » Le système de Validation ITIE a été révisé pour la dernière fois en 2016. Une consultation ouverte a été engagée pour connaître les modifications qui seraient souhaitables, et les points de vue des pays mettant en œuvre l'ITIE, des organisations de la société civile et des entreprises de soutien ont été recherchés. Les

modifications convenues par le Conseil d'administration de l'ITIE visent à renforcer le rôle des Groupes multipartites nationaux dans la Validation. Elles favorisent également l'intégration des divulgations ITIE dans les systèmes d'information et de rapportage actuellement utilisés par les gouvernements et les entreprises. En outre, la procédure d'évaluation a pour but de reconnaître l'impact durable des améliorations apportées à la gouvernance du secteur extractif. L'objectif central de la Validation demeure l'évaluation des progrès réalisés par chaque pays membre dans la mise en œuvre des exigences fixées par la Norme ITIE. Mais pour la première fois, l'efficacité de la mise en œuvre de l'ITIE sera « récompensée ». L'évaluation tiendra compte désormais des aspects essentiels de l'accessibilité aux données et leur utilisation par les citoyens et les décideurs politiques. Cette approche vise à encourager les pays à se servir de l'ITIE pour rele-

ver les défis de gouvernance les plus urgents. Elle prend en compte le fait que la satisfaction de la Norme ITIE est un processus exigeant qui peut nécessiter des changements dans la législation ou les politiques applicables. Cette réforme accorde aussi plus de temps aux pays pour mettre en œuvre l'ITIE, de façon à mieux refléter les priorités du gouvernement, de la société civile et des entreprises. De plus, la Validation met maintenant l'accent sur l'apprentissage. Les Groupes multipartites seront invités à souligner les approches innovantes qui vont au-delà de la Norme ITIE. Ces informations seront mises à la disposition de la communauté ITIE dans son ensemble afin d'encourager l'échange d'idées et les pratiques exemplaires. L'évaluation globale d'un pays dans le cadre de la Validation tiendra compte de trois critères : « la transparence », « l'engagement des parties prenantes » et « les résultats et l'impact ».

AUX DÉCIDEURS ...
Une première Victoire !

Dans la peau de Premier ministre du Togo, Victoire Tomégah-Dogbé a accordé son premier entretien à un média étranger. Et c'est Radio France internationale (RFI) que la cheffe du gouvernement a choisi pour cette première sortie à l'international depuis sa nomination le 28 septembre 2020.

Dans l'émission « Invité Afrique » de RFI du lundi 19 octobre 2020, Victoire Tomégah-Dogbé s'est prononcée sur différents sujets de la vie publique togolaise.

Du discours de politique générale devant l'Assemblée nationale au un séminaire gouvernemental en passant par l'actualité politique, Victoire Tomégah-Dogbé s'est voulu rassembleur.

Car, le Togo entend résolument approfondir sa transformation et offrir de meilleures perspectives à chacun de ses citoyens. Cette sortie médiatique a été une occasion pour le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé de rappeler à nouveau cette ambition portée par la nouvelle équipe gouvernementale, et qui mise fortement sur la dématérialisation.

« Aujourd'hui il est important de rendre la vie beaucoup plus facile aux citoyens », a déclaré la Cheffe du Gouvernement. « Il faut simplifier les procédures », a-t-elle insisté. Pour y arriver, « le digital doit être au cœur de tout ce que nous faisons », a poursuivi la locataire de la Primature, « et encore plus pendant cette période de crise sanitaire ».

« La gestion de la Covid-19 nous a montré qu'il faut absolument digitaliser nos processus, l'administration et l'économie de notre pays », a-t-elle déclaré au micro de RFI.

Et si des jalons ont déjà été posés depuis quelques années dans ce sens, de nombreuses réformes sont attendues dans presque tous les secteurs, afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique et la productivité des acteurs privés, ou encore renforcer la compétitivité du pays. « Nous devons nous mettre au travail, nous n'avons pas de temps à perdre », a une nouvelle fois exhorté Victoire Dogbé, comme lors de sa déclaration de politique générale où la cheffe du gouvernement a pris l'engagement de renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales, de dynamiser la création d'emplois et de moderniser le Togo en renforçant ses structures, conformément au Plan national de développement.

Ainsi, le gouvernement s'engage dans les prochaines années à améliorer davantage les conditions de vie et de travail des Togolais à travers le territoire national. Ceci, grâce à plusieurs projets dans tous les domaines.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Cofinancement de projets

La BOAD et le Fonds OPEP renforcent leur coopération

Le Fonds OPEP pour le développement international et la Banque ouest africaine de développement (BOAD) ont signé, jeudi 22 octobre 2020 à Vienne en Autriche, un accord-cadre visant à renforcer davantage leur coopération au développement dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine Union (UEMOA).

• **Joël YANCLO**

Engagement accru et partage des connaissances entre Le Fonds OPEP pour le développement international et la Banque ouest africaine de développement (BOAD). Dans ce cadre, les deux institutions ont procédé à la signature à Vienne, jeudi 22 octobre 2020, d'un accord-cadre pour continuer d'approfondir leur coopération au développement au sein de l'UEMOA. L'accord garantit une coopération renforcée dans le cofinancement de projets des secteurs public et privé, ainsi que le soutien du commerce international et de l'intégration régionale. Il permet également au Fonds OPEP et à la BOAD d'unir leurs forces pour atténuer directement l'impact négatif du COVID-19 sur l'activité économique dans les pays d'Afrique de l'Ouest. En signant l'accord au nom du Fonds OPEP, le Directeur général, le Dr Abdulhamid Alkhalifa, a déclaré : « Nous sommes heureux de développer notre partenariat avec la BOAD pour travailler ensemble à notre cause commune. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont un potentiel important pour accroître les flux commerciaux et ren-

forcer la compétitivité, ce qui stimulera la croissance, réduira la pauvreté et créera de nouveaux emplois dans la région. L'expertise mondiale du Fonds OPEP, combinée à la forte présence régionale de la BOAD, positionne bien nos deux institutions pour aider la région à surmonter les effets de la pandémie et à améliorer sa compétitivité au sein de l'économie mondiale. » Le Président Serge Ekué de la BOAD a salué « l'engagement et le partenariat croissant entre l'Afrique et le Fonds OPEP, qui se sont traduits par un soutien à la BOAD depuis plusieurs décennies maintenant, contribuant ainsi à la croissance et au développement durable dans les pays membres de l'UEMOA. Il a ajouté que la mise en œuvre de cet accord-cadre contribuera à soutenir les objectifs du nouveau plan stratégique de la BOAD pour 2021-2025, avec « l'objectif d'accroître l'impact de ses opérations en termes de résultats de développement en finançant des investissements productifs et en créant des emplois pour les jeunes et femmes, tout en se concentrant sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), les infrastructures de transport et la numérisation, l'agriculture et la sécu-



• Le président de la BOAD, Serge Ekué, et le directeur général du Fonds OPEP, M. Abdulhamid Alkhalifa

rité alimentaire, l'énergie, l'immobilier, la santé et l'éducation. » Le Fonds OPEP et la BOAD collaborent depuis 1983 et ont financé conjointement 25 projets de financement public, privé et commercial. Le Fonds OPEP a également accordé trois prêts directs à la BOAD pour soutenir des projets du secteur privé et de financement du commerce dans l'UEMOA.

À propos de la Banque ouest-africaine de développement

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des pays membres de l'Union monétaire ouest-africaine. C'est une institution publique internationale qui vise à promouvoir le développement équilibré de ses pays membres et à favoriser l'intégration économique au sein de l'Afrique de l'Ouest en finançant des projets de développement prioritaires. Il est accrédité auprès des trois structures de financement climat (FEM, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions sur l'architecture d'un système international de financement climatique. Depuis janvier 2013, il accueille le premier Centre régional de collaboration (CCR) sur le mécanisme de développement propre (MDP), dont le but est de fournir un soutien direct aux gouvernements,

aux ONG et au secteur privé dans l'identification et le développement de projets MDP. De plus, la Banque s'est engagée en faveur de la neutralité carbone d'ici 2023 et est un membre actif du Club de financement du développement international qui regroupe 24 banques de développement nationales, régionales et bilatérales.

À propos du Fonds OPEP

Le Fonds OPEP pour le développement international (le Fonds OPEP) travaille en coopération avec les pays en développement partenaires et la communauté internationale du développement pour stimuler la croissance éco-

nomique et le progrès social dans les pays à revenu faible et intermédiaire du monde entier. L'organisation a été créée par les pays membres de l'OPEP en 1976 avec un mandat distinct: stimuler le développement, renforcer les communautés et autonomiser les gens. Le travail du Fonds OPEP est centré sur les personnes et se concentre sur le financement de projets qui répondent aux besoins essentiels, tels que la nourriture, l'énergie, les infrastructures, l'emploi (en particulier pour les MPME), l'eau potable et l'assainissement, les soins de santé et l'éducation. Sa vision est un monde où le développement durable est une réalité pour tous.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Fran CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Primature

Trois personnalités au cabinet de Victoire Tomégah-Dogbé

Le nouvel ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne au Togo, la nouvelle ambassadrice de la République française au Togo et le Représentant-résident de la Banque africaine de développement (BAD) au Togo étaient en audience au cabinet du Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, mardi 20 et mercredi 21 octobre 2020.



• Nicole ESSO

L'Union Européenne entend aligner son action sur les priorités du gouvernement. Dans cette optique, le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a échangé ce mercredi 21 octobre 2020 à la Primature à Lomé, avec le nouvel ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne au Togo Joaquin Tasso Vilallonga. Les deux personnalités ont abordé des sujets liés notamment, à la coopération entre Bruxelles et Lomé. L'union européenne et le Togo entretiennent des relations privilégiées depuis la reprise de la coopération. Cette solidité des relations d'amitié et de coopération entre les deux parties s'est matérialisée par des appuis au titre du Fonds européen de développement (FED). Le forum économique Togo-UE en 2019 reste une preuve de l'engagement de l'UE à investir au Togo. « Nous avons parlé des priorités de la déclaration de politique générale du Gouvernement notamment, sur les aspects de l'inclusion sociale, de la création d'emplois mais aussi d'autres aspects liés au renforcement de ces structures et à la promotion des jeunes

et de la société civile. On a aussi abordé notre coopération, comment renforcer cette coopération et dans quels domaines l'Union européenne pouvait mieux aligner son action sur les priorités du gouvernement, les infrastructures, l'énergie, l'accès aux services sociaux pour la population, la transformation agricole et le transport maritime ainsi que la sécurité », a confié l'ambassadeur Joaquin Tasso Vilallonga au sortir de l'entrevue.

La France et la BAD restent engagées aux côtés du Togo

La nouvelle ambassadrice de la République française au Togo Jocelyne Caballero et le Représentant-résident de la Banque africaine de développement (BAD) Georges Bohoussou ont eu une séance de travail de prise de contact ce mardi 20 octobre 2020 à la Primature, avec Mme le Premier Ministre, Cheffé du Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé. Cette rencontre intervient quelques jours après la présentation des lettres de créance de la diplomate française Jocelyne Caballero au Chef de l'État Faure Gnassingbé. Mme le Premier Ministre

et l'ambassadrice ont fait le tour d'horizon de la coopération entre Lomé et Paris qui se consolide davantage dans tous les domaines. « Nous avons parlé de notre travail conjoint. La France et le Togo entretiennent des relations historiquement privilégiées sous-tendues par de nombreux liens humains. La France est très engagée aux côtés du Togo pour la mise en œuvre de son Plan national de développement. Nous avons parlé de la façon

dont la France peut accompagner notamment les priorités sociales du Gouvernement. Tout ça nous permet de calibrer nos actions déjà en cours et être encore plus orientées vers des résultats concrets au bénéfice de tous », a dit la nouvelle ambassadrice de France au Togo. La Banque africaine de développement s'est engagée de son côté à apporter tout son appui au Togo avec un ajustement de son programme en fonction des priorités du Gouvernement. La BAD a déjà soutenu le pays dans le contexte de la Covid-19. Pour son Représentant-Résident, Georges Bohoussou, «le Togo est un pays qui compte pour la Banque africaine de développement. Nous sommes porteurs d'un message de soutien du président de la BAD à Madame Dogbé qui vient d'être promue Premier Ministre du Gouvernement togolais. Il est du devoir de la banque de lui apporter tout son soutien pour sa nouvelle politique qu'elle entend engagée pour le bonheur du peuple togolais. La Banque est toujours derrière le Togo et à travers elle, le gouvernement togolais »



Entreprises

COFINA arrive au Togo avec l'agence AG Partners

Dans le cadre de son processus d'installation au Togo, la Compagnie Financière Africaine (Cofina) s'offre les services de AG Partners pour être son conseiller en stratégie de communication.



arrive au Togo avec



• Joël YANCLO

Nous avons le plaisir de vous annoncer que AG Partners est l'agence qui a remporté l'appel d'offres pour accompagner le lancement de Cofina au Togo », a écrit Cofina Togo sur sa page Facebook qui s'offre ainsi les services d'AG Partners, pour l'accompagner dans son processus d'installation. Avec le bouclage du processus de recrutement lancé récemment, une nouvelle étape importante est donc franchie vers l'ouverture de la filiale togolaise du groupe Cofina, sa 9ème Afrique. Evoluant dans la mésofinance, les promoteurs de Cofina réunis autour d'idéaux communs, pouvant se résumer en la lutte contre l'exclusion sur le continent, professionnels de la Finance et du Conseil ont décidé de mutualiser leurs compétences et de créer une 'Institution Panafricaine d'Epargne et de Crédit pour les PME et les particuliers. Pour le groupe Cofina, la question du financement des PME en Afrique est une réelle problématique. En dépit de multiples initiatives des pouvoirs publics en faveur des PME et des entrepreneurs, l'offre de financement à ces cibles reste marginale. La mésofinance est la voie alternative de la finance,

elle permet d'accompagner les classes moyennes émergentes et plus spécifiquement les entrepreneurs individuels et les PME dont les besoins de financement sont devenus trop importants pour les institutions de microfinance traditionnelle, mais dont la structure entrepreneuriale reste encore considérée comme insuffisamment formelle par les banques commerciales. La mésofinance désigne une offre simple et essentielle, nous en avons fait notre cœur de métier chez Cofina qui est partie du constat que l'offre de financement aux entreprises de taille intermédiaire est quasi inexistante en Afrique. Les plus petites entreprises pouvant s'adresser aux institutions de microfinance et les plus solides peuvent se tourner vers les banques classiques. Cependant seulement 6,4% des PME africaines ont accès aux financements bancaires alors que ce sont les premiers pourvoyeurs de richesses dans nos économies africaines en créant près de la moitié des emplois. En Afrique, les PME représentent 90 % des sociétés privées et 33 % du PIB. La mésofinance est donc une réponse efficiente au nouveau paradigme des marchés émergents Africains.

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



BIOPERFECT

BIOPERFECT et LECLERC mettent l'Afrique à l'honneur

DU 26 AU 31 OCTOBRE 2020 DE 09H À 19H



Venez découvrir notre sélection Afrique
à *l'Hypermarché E.Leclerc Saint Ouen L'Aumône

AGROALIMENTAIRE / COSMÉTIQUES / BOISSONS



BIOPERFECT



06 15 05 33 43

Finance du développement**Attirer davantage de capitaux du secteur privé en Afrique**

Les plus grandes institutions de financement du développement du continent africain ont souligné qu'une approche soutenue et collaborative entre les partenaires de développement pour intensifier les activités de développement de projets, augmentera le nombre de projets bancables attirant l'intérêt des investisseurs et contribuera à combler le déficit de financement des infrastructures en Afrique.



● **Nicole ESSO**

Ils ont pris la parole lors d'un panel pour discuter du rôle de leurs organisations dans l'environnement post-COVID-19, convoqué le 16 octobre, dans le cadre d'un forum public d'une journée sur l'investissement dans l'avenir de l'Afrique, organisé par la US International Development Finance Corporation (DFC) et le Conseil de l'Atlantique. L'événement a rassemblé plus de 2000 participants. Lancé fin 2019, le DFC a un plafond d'investissement de 60 milliards de dollars et a choisi l'Afrique comme région prioritaire pour les investissements futurs. Bajabulile Swazi Tshabalala, vice-président principal par intérim de la Banque africaine de développement, a été rejoint par Samaila Zubairu, présidente et chef de la direction de la Société financière africaine (AFC); Admassu Tadesse, président et chef de la direction de la Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe (TDB), et Alain Ebobissé, chef de la direction Africa50, pour la séance d'une heure, animée par Edward Burrier, vice-président exécutif de la stratégie à la DFC. Les panélistes ont souligné l'importance du développement de projets et de l'offre de projets bancables comme étant essentiels pour les investisseurs du secteur privé. Cela nécessite une approche active en investissant des capitaux dans les premières étapes de la préparation du projet et en acceptant le risque, ce qui a été l'un des principaux facteurs de dissuasion pour attirer les investissements étrangers en Afrique. La plupart des institutions participantes offrent une grande variété d'instruments et de produits financiers pour aider à réduire le risque de tels investissements. Au Rwanda, Samaila Zubairu a parlé du projet de pôle tech-

nologique Kigali Innovation City (KIC) de l'AFC, qui est déjà en train de changer le discours selon lequel les Africains ne consomment que de la technologie plutôt que d'être des développeurs. "C'est une entreprise risquée, mais extrêmement percutante", a déclaré Zubairu. Ses commentaires ont été repris par Admassu Tadesse, qui a déclaré que les rendements «mixtes» des dividendes et l'impact sur le développement de certains de ces projets rendaient les risques valables.

Variété de projets couvrant plusieurs secteurs

Pour Alain Ebobissé, le créneau unique d'Afrique 50, qui se concentre sur la résolution du déficit d'infrastructure en Afrique en mettant fortement l'accent sur le développement de projets et le financement de projets d'infrastructure, garantit un approvisionnement sain en projets bancables grâce à l'intégration des activités de préparation de projets. «Nous développons des relations très étroites avec nos actionnaires gouvernementaux et, par conséquent, la mise en œuvre des projets est accélérée- en particulier dans le contexte de la pandémie COVID-19». Le Vice-président principal par intérim, Swazi Tshabalala, a expliqué comment les 5 priorités de la Banque africaine de développement représentaient une opportunité d'investissement significative pour les investisseurs américains dans une variété de projets couvrant plusieurs secteurs tels que l'énergie, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'intégration régionale et le secteur privé. Plus important encore, dans le contexte de la pandémie actuelle, il est essentiel d'améliorer l'infrastructure sanitaire, l'eau et l'assainissement de l'Afrique. Tshaba-

lala a noté qu'à la suite de la signature d'un protocole d'accord en 2019 avec DFC, les deux institutions collaborent actuellement sur des projets énergétiques au Sénégal et à Madagascar. «Nous considérons cela comme le début de notre engagement et de notre partenariat plus solides», a-t-elle déclaré.

Canaliser les flux de capitaux critiques

Le Forum sur l'investissement en Afrique de la Banque joue un rôle important en aidant à canaliser les flux de capitaux critiques vers le continent en ciblant la base mondiale d'investisseurs institutionnels de plusieurs milliards de dollars. Tshabalala a également souligné le partenariat croissant sur le Forum d'investissement en Afrique avec les autres institutions représentées dans le panel et leurs efforts collectifs pour apporter des projets bancables aux investisseurs du secteur privé. Interrogé sur la façon dont la Banque équilibre ses prêts souverains par rapport aux besoins du secteur privé, Tshabalala a déclaré que les prêts souverains étaient cruciaux, «en particulier dans le développement des infrastructures de base qui sont une condition préalable au développement». Cela comprend également la fourniture de financements concessionnels aux pays en transition par le biais du Fonds africain de développement. La Banque s'engage également dans un dialogue politique renforcé et fournit des produits de connaissance qui permettent aux gouvernements de créer un environnement propice aux investissements du secteur privé. «Au fil des ans, nous avons augmenté nos investissements directs dans le secteur privé, qui est devenu une composante importante de notre portefeuille global de prêts», a déclaré Tshabalala.

Sahel central**1,7 milliard de dollars d'aide humanitaire promis par les bailleurs de fonds**

Les bailleurs de fonds ont annoncé plus de 1,7 milliard de dollars pour accroître l'aide humanitaire vitale fournie à des millions d'habitants au Burkina Faso, au Mali et au Niger et contribuer à endiguer ce qui pourrait autrement devenir l'une des plus grandes crises humanitaires au monde.

Ces 1,7 milliards de dollars représentent le total des annonces de financements faites par 24 gouvernements et donateurs institutionnels lors de la conférence virtuelle organisée mardi par le Danemark, l'Allemagne, l'Union européenne (UE) et les Nations Unies. Avant le début de la conférence, l'ONU avait sollicité 2,4 milliards de dollars pour l'aide humanitaire au Sahel central. Une fois débloqués, les fonds permettront d'aider quelque 10 millions de personnes pour le reste de l'année 2020 et jusqu'en 2021 en matière de nutrition et d'alimentation, de services de santé, d'eau et d'assainissement, de logement, d'éducation, et de protection et de soutien aux victimes de violences basées sur le genre. Des annonces d'engagement politique ont également été faites durant la conférence visant à traiter cette crise d'une manière qui respecte le droit humanitaire international et les droits de l'homme et qui s'attaque aux causes profondes de la crise. « Il existe un énorme potentiel dans le Sahel central mais les conflits, le changement climatique, la faible gouvernance et l'inégalité hommes-femmes freinent les populations et les progrès », a déclaré le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, lors de cette conférence. « Nous pouvons contribuer à renverser la tendance en fournissant un soutien international plus important, mieux équilibré entre sécurité, aide d'urgence et



développement à long terme » a souligné M. Lowcock, qui est également Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies. Plus de 1,5 million d'habitants de la région du Sahel central ont été contraints de quitter leur foyer à cause de la violence, soit un chiffre multiplié par 20 en deux ans. La violence basée sur le genre a grimpé en flèche, des millions d'enfants ne sont pas scolarisés et les services de santé et services sociaux de base font défaut. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë est trois fois plus important aujourd'hui qu'il y a un an. La pauvreté et le changement climatique menacent le mode de vie traditionnel des populations, alors que plus de 13 millions d'entre elles sont tributaires d'une aide humanitaire. Parmi eux, sept millions d'enfants - victimes d'une « crise silencieuse » comme l'a rappelé la Directrice exécutive de l'UNICEF, Henrietta Fore - sont pris au piège de la flambée de violence armée et des répercussions socioéconomiques de la pandémie de Covid-19. Les femmes et les filles supportent une

part disproportionnée de la crise au Sahel central et il est donc nécessaire de veiller en priorité à leurs besoins et à leurs droits. « Investir dans les femmes et les filles est la meilleure chose que nous puissions faire pour aller de l'avant », a rappelé M. Lowcock. Sur les 1,7 milliards de dollars annoncés, 996,8 millions seront consacrés à l'aide humanitaire au Sahel central pour le reste de l'année 2020 et 725,4 millions seront utilisés en 2021 et au delà. L'Union européenne (UE) a annoncé un total de 122,8 millions de dollars. 603,54 millions de dollars ont par ailleurs été promis par 14 Etats membres de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Italie, Irlande, Malte, Luxembourg, Suède, Roumanie, République tchèque). La Suisse est l'Etat membre le plus généreux avec un montant record de 464,1 millions de dollars, suivi des Etats-Unis (274,8 millions de dollars). Les coorganisateur de la conférence (Allemagne, Danemark et UE) ont réunis à eux trois 424,1 millions de dollars.

Avec news.un.org

Stratégie de développement**BCP envisage d'ouvrir une part de son capital à une banque en Asie**

Au Maroc, la Banque Centrale Populaire en quête de nouvelles opportunités de croissance projette d'ouvrir une part de son capital à un établissement financier asiatique. Le projet fait partie de la stratégie de développement de la Banque au cours des cinq prochaines années.

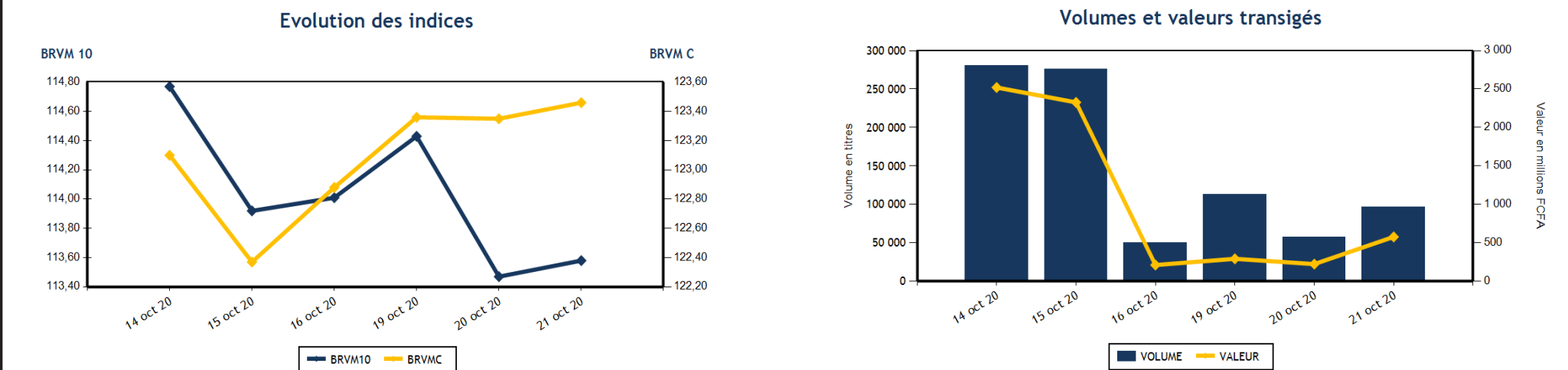
La recherche de nouvelles opportunités de développement, le marocain Banque Centrale Populaire (BCP) réfléchit à un partenariat stratégique avec un établissement bancaire en Asie de l'Est, selon Bloomberg qui cite un cadre proche de la Banque. Ce projet de partenariat figure dans la stratégie de développement sur cinq ans, à partir de 2021 de BCP. En phase de finalisation, cette stra-

tégie sera présentée en assemblée à ses actionnaires. Dans le cadre de ce plan, la Banque va initier, courant 2021, des discussions avec des banques en Chine ou à Singapour. L'opération consistera à ouvrir une part de son capital en contrepartie d'un apport financier conséquent. L'initiative est annoncée dans un contexte particulier marqué par une baisse de l'activité de la Banque au cours du pre-

mier semestre 2020. Le résultat net consolidé de la Banque Centrale Populaire a reculé de 48 % à 1,3 milliard de dirhams et le résultat net part du groupe a baissé de 38 % pour s'établir à 1,01 milliard de dirhams. Le groupe BCP présidé par Mohamed Karim Mounir prépare déjà l'après covid-19 à travers son nouveau programme de développement sur les cinq prochaines années.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	113,58	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 203 mercredi 21 octobre 2020 Site : www.brvm.org		BRVM Composite	123,46
Variation Jour	 0,10 %			Variation Jour	 0,09 %
Variation annuelle	 -23,83 %			Variation annuelle	 -22,47 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 709 357 597 386	0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	96 011	68,24 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	575 027 405	160,50 %
Nombre de titres transigés	32	-8,57 %
Nombre de titres en hausse	9	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-28,57 %
Nombre de titres inchangés	13	44,44 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	860	7,50 %	-31,20 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 100	3,29 %	-36,23 %
BERNABE CI (BNBC)	640	3,23 %	-8,57 %
SMB CI (SMBC)	2 900	1,75 %	16,00 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 850	1,72 %	-7,23 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	31,68	0,51 %	-15,88 %	16 716	16 985 260	59,95
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	340,91	-0,13 %	-31,18 %	44 098	448 562 435	7,40
BRVM - FINANCES	15	52,00	0,31 %	-14,74 %	27 031	103 168 030	5,87
BRVM - TRANSPORT	2	309,48	-0,39 %	-15,62 %	55	69 300	7,31
BRVM - AGRICULTURE	5	67,86	-1,74 %	-20,98 %	757	1 362 630	6,61
BRVM - DISTRIBUTION	7	193,90	0,24 %	-23,44 %	7 354	4 879 750	12,17
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	320,81	0,00 %	6,12 %	0	0	4,04
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,52	
Taux de rendement moyen du marché	10,36	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,81	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	232 847,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	617 985 490,42	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = $\text{Volume annuel échangé} / \text{nombre de séances}$
Valeur moyenne annuelle par séance = $\text{Valeur annuelle échangée} / \text{nombre de séances}$
Ratio moyen de liquidité = $\text{Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)}$
Ratio moyen de satisfaction = $\text{Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)}$
Ratio moyen de tendance = $\text{Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)}$
Ratio moyen de couverture = $\text{Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)}$

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 545 393 266 374	-0,05 %
Volume échangé	105	-11,02 %
Valeur transigée (FCFA)	957 652	-17,59 %
Nombre de titres transigés	7	40,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	3	50,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	1 250	-6,72 %	-31,32 %
SODE CI (SDCC)	2 700	-2,88 %	-3,57 %
CIE CI (CIEC)	1 100	-1,79 %	-31,25 %
SOGB CI (SOGC)	1 900	-1,04 %	-26,36 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	7 305	-0,95 %	-8,69 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,31	
Ratio moyen de satisfaction	40,82	
Ratio moyen de tendance	1 233,28	
Ratio moyen de couverture	8,11	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-0,63	
Nombre de SGI participantes	29	

Taux moyen de rotation = $\text{moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)}$
PER moyen du marché = $\text{moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif}$
Taux de rendement moyen = $\text{moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende}$
Taux de rentabilité moyen = $\text{moyenne des taux de rentabilité des actions cotées}$
Prime de risque du marché = $(1 / \text{le PER moyen du marché}) - \text{le taux de référence actuel des emprunts d'Etat}$



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2665 Cotonou
Tél. : (228) 21 91 21 26
Fax : (228) 21 91 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 26 30 87 73
Fax : (226) 26 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77



GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau
Avenue Pádua Salazar
C.P. 66 Bissau
Tél. : (246) 320 16 02 Fax : (246) 320 16 02



MALI
Immeuble SONAPRE, ACI 2001 Hamdallaye
B.P. 6 1346 - Bamako
Tél. : (223) 44 90 15 10
Fax : (223) 44 90 15 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la concertation
BP 13 200 Niamey
Tél. : (227) 20 73 66 62
Fax : (227) 20 73 66 47



SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél. : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 08



TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél. : (228) 22 45 23 16
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Deuxième vague épidémique

L'économie française menacée de rechute

Alors que la France subit une deuxième vague de Covid-19 et qu'un couvre-feu a été imposé dans une partie du pays, l'économie française risque de rechuter au dernier trimestre 2020.



L'économie française menace de rechuter au dernier trimestre sous l'effet de la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19, qui cause de nouvelles restrictions d'activité et une prudence accrue des entreprises et des ménages. Depuis quelques semaines, les indicateurs économiques témoignaient déjà d'un regain d'inquiétude lié à la recrudescence des contaminations en France. Mais en imposant notamment un couvre-feu sur une partie du territoire, le gouvernement a de fait mis à l'arrêt un certain nombre d'activités déjà fortement pénalisées: les bars et restaurants, comme les métiers de la culture et de l'évènementiel. Ces mesures "vont limiter l'impulsion de croissance au risque d'avoir une variation négative de l'activité au dernier trimestre", prévient Philippe Waechter, chef économiste chez Ostrum Asset Management. Lui, mise sur un recul du PIB de 0,5% sur les trois derniers mois de l'année. Pour l'assureur-crédit Euler Hermes, il devrait se contracter de 1,1% et à l'OFCE, on table sur une baisse "de l'ordre de 0,8%", indique Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision. "Cette nouvelle dégradation au dernier trimestre est liée aux trois secteurs déjà les plus touchés - l'hôtellerie-restauration, les services de transports et les services aux ménages, qui englobent notamment les activités de loisirs - et qui vont replonger",

précise-t-il.

"Mois de tous les dangers"

L'économie française affronte "le mois de tous les dangers", prévient encore Sylvain Duranton du Boston Consulting Group, qui a publié jeudi son nouveau "baromètre de la reprise" fondé sur l'analyse de quelque 10.000 données haute fréquence. "L'économie est prise en tenaille entre une confiance des consommateurs, une envie d'acheter, de sortir, de faire du sport qui s'affaïsse du fait de la pandémie, un rebond qui ne rebondit plus, et des particuliers et entreprises qui hésitent à investir", explique-t-il à l'AFP. Signe de ce climat attentiste, la production de prêts par les banques est en recul. L'Insee, qui tablait encore début octobre sur une stagnation du PIB au dernier trimestre, après la chute de 13,8% au deuxième et le rebond estimé de 16% au troisième, pourrait aussi abaisser sa prévision. "C'était avant les nouvelles annonces de restrictions" et le nouveau contexte renforce la possibilité d'une "baisse par rapport à cette prévision", a prévenu mercredi le directeur général de l'Institut national de la statistique, Jean-Luc Tavernier, auditionné au Sénat. L'indicateur mensuel du climat des affaires, publié jeudi matin par l'Insee, a ainsi reflué en octobre pour la première fois depuis le déconfinement, illustrant les inquiétudes des chefs d'entreprises sur leurs perspectives d'activité. Au-delà de la perte d'activité dans les secteurs directement touchés, la deuxième vague de la pandémie renforce l'incertitude sur l'avenir, un climat peu propice aux déci-

sions de consommation ou d'investissement.

Épée de Damoclès

Car malgré les mesures de soutien prises par le gouvernement, c'est bien la situation épidémique qui donnera le tempo de la reprise ou non de l'économie. "Tant qu'on aura cette épée de Damoclès au-dessus de nos têtes, n'imaginons pas que nous pourrions retrouver une activité normale", souligne ainsi à l'AFP Philippe Waechter. Malgré tout, la France n'est pas revenue dans la situation du confinement général du printemps où une grande partie de la population ne pouvait plus travailler, nuance Mathieu Plane. Si les dernières restrictions décidées risquent de mettre au chômage de nombreuses personnes car "ces secteurs sont très riches en emploi, leur poids dans le PIB n'est pas massif, environ 4%, et ce ne sont pas des secteurs moteurs de l'économie" comme l'aéronautique ou l'automobile, juge-t-il. Il estime toutefois que le gouvernement devrait encore renforcer le soutien aux entreprises, qui auront du mal à faire face aux premières échéances des prêts garantis par l'Etat obtenus pendant la crise et au remboursement des reports de charges qui leur ont été accordés. Pour Philippe Waechter aussi, il faut que la France, et plus généralement l'Europe, accentue "l'impulsion budgétaire" pour relancer l'économie, avec "un soutien à la demande plus marqué". Sinon, "il n'est pas sûr qu'on ait le rattrapage attendu au premier ou au deuxième trimestre de l'année prochaine", prévient-il.

(Avec AFP)

France

Monsanto-Bayer condamnés face à un agriculteur intoxiqué

Le groupe agrochimique a été définitivement reconnu coupable pour l'intoxication d'un agriculteur français, qui avait utilisé des produits de l'entreprise.



La Cour de cassation française a rejeté mercredi le pourvoi formé par Monsanto, filiale du groupe allemand Bayer, ce qui rend définitive sa condamnation dans le dossier l'opposant à un agriculteur intoxiqué après avoir inhalé des vapeurs de l'herbicide Lasso. Cette décision ouvre la voie à un épilogue dans ce marathon judiciaire entamé en 2007 et au cours duquel Paul F., céréalier du sud-ouest de la France, a eu gain de cause à trois reprises en justice, dont la dernière fois en avril 2019.

Il a frôlé la mort

Paul F. a été intoxiqué en avril 2004 après avoir inhalé des vapeurs du produit commercialisé par Monsanto. Après plusieurs malaises, il a été longuement hospitalisé et

frôlera même la mort. Il assure souffrir depuis de graves troubles neurologiques. Son mal reconnu comme maladie professionnelle, il s'est lancé dans un combat judiciaire pour faire reconnaître la responsabilité du groupe dans son intoxication, demandant plus d'un million d'euros d'indemnisation.

Recours de Monsanto

La justice a tranché en sa faveur en première instance en 2012 puis en appel en 2015, mais Monsanto s'est pourvu une première fois en cassation et l'affaire avait été renvoyée devant la cour d'appel de Lyon (est). En avril 2019, la société a de nouveau été reconnue responsable du dommage causé à Paul F., cette fois sur le fondement de «la responsabilité du fait de produits défectueux». Bayer,

qui a racheté Monsanto en 2018, a alors formé un deuxième pourvoi devant la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire. La justice a estimé que le groupe aurait dû signaler le danger spécifique d'utiliser le produit en cas de travaux dans des cuves, mais elle ne s'est pas prononcée sur la toxicité même du Lasso.

Interdit en France

L'herbicide est interdit en France depuis novembre 2007, mais il avait été banni du Canada dès 1985, puis en Belgique et au Royaume-Uni en 1992. Après le rejet du pourvoi, l'affaire va vers sa conclusion: dans une procédure distincte, la justice doit dorénavant statuer sur les dommages et intérêts réclamés par l'agriculteur.

(AFP/NXP)

Suisse

Les faillites d'entreprises sont en recul en 2020

Le nombre de faillites d'entreprises a diminué de 21% sur les neuf premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période en 2019, selon une étude menée par le cabinet de recouvrement Bisnode.

Le nombre de faillites d'entreprises a diminué de 21% en comparaison annuelle de janvier à septembre 2020, repoussant encore à plus tard la vague de défaillances d'entreprises attendue du fait de la pandémie. D'après le cabinet de recouvrement Bisnode, qui a mené l'étude, cela correspond à 2760 procédures de faillite. Le nombre de faillites d'entreprises n'a augmenté que dans quatre cantons, dont trois se trouvent en Suisse orientale, indique une étude publiée par Bisnode lundi. Le mois de septembre 2020 a par exemple été moins destructeur de firmes que l'année dernière, puisque le nombre de faillites a diminué de 16% par rapport au même mois de 2019.

Nouvelles sociétés

Au contraire, le nombre de sociétés nouvellement créées a légèrement augmenté



de 2% sur un an au cours de la période janvier-septembre à 33'573 nouvelles inscriptions au registre du commerce. Cet indicateur a même augmenté de 18% sur un an sur le seul mois de septembre, à 3791 nouvelles sociétés enregistrées au registre du commerce.

Des inégalités entre secteurs

Cette solidité ne cache tout de même pas les disparités réelles qui séparent les secteurs économiques helvétiques. Bisnode souligne

ainsi que l'industrie du bois et du meuble a 2,7 fois plus de risques que les autres de sombrer dans l'insolvabilité. Même danger du côté de la construction, un secteur qui est 2,4 fois plus à risque que la moyenne. Enfin l'hôtellerie et la restauration et l'artisanat ont un risque d'insolvabilité 2,2 fois plus élevé.

Secteurs en plein essor

D'après l'étude publiée par Bisnode, ce sont les entreprises concentrées sur les services à la personne, le domaine de la santé en général et les fournisseurs de service aux entreprises qui font partie des secteurs économiques en plein essor. En revanche, l'industrie de l'imprimerie et de l'édition, l'industrie minière et le secteur de la construction sont particulièrement à la traîne en matière de création d'entreprises.

(ATS/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Quelques inquiétudes si vous avez vidé votre compte en banque. Avec l'aide de Saturne, vous parviendrez à retrouver l'équilibre ; alors, ne laissez pas vos problèmes pécuniaires actuels vous plonger dans l'insomnie. Mais si vous continuez à dépenser sans compter, vous ne vous en sortirez sûrement pas !

Taureau Vous serez favorisé financièrement. Sans aller jusqu'à vous assurer un pactole, les astres vous permettront de vivre sans souci. Vous serez bien placé pour toute question liée au patrimoine, à un héritage, à une succession ; vous saurez faire fructifier ces biens de manière avisée et opportune.

Gémeaux Les zones d'argent de votre Ciel ne seront touchées par aucune influence céleste. Voilà qui vous mettra à l'abri des mauvaises surprises. En contrepartie, cette indifférence du Ciel à l'égard de vos finances ne laisse pas présager d'amélioration notable : inutile, donc, de rêver que vous allez avoir des rentrées d'argent inattendues ou qu'une prime quelconque vous tombe dans le bec !

Cancer Vous devrez subir l'influence pesante de la Lune. Tâchez de bien gérer vos dépenses, d'autant qu'il y aura un risque de mauvaises surprises financières. Une somme sur laquelle vous comptiez pourrait être moins importante que prévue ou tarder à vous parvenir. Si vous envisagiez de faire un voyage, vous serez contraint de le remettre. Mais pour éviter d'aggraver votre situation, ce sera la seule solution !

Lion Uranus formera quelques aspects négatifs. Il pourra donc provoquer quelques mauvaises surprises dans le domaine financier. Pour être sûr de vous en sortir, conservez des économies suffisantes et ne prenez aucune décision pécuniaire risquée.

Vierge Ne vous lancez pas ce jour dans des opérations financières trop audacieuses : les influx n'y seront pas favorables. Au lieu de n'en faire qu'à votre tête, écoutez plutôt les conseils avisés de certains de vos proches.

Balance Grâce à votre enthousiasme et à votre optimisme, bien soutenus par l'ambiance astrale à domination martienne, vous réussirez à mener à bien des projets que beaucoup de gens autour de vous croyaient irréalisables. Méfiez-vous des envieux, qui pourraient vous nuire en exploitant votre sensibilité à la flatterie.

Scorpion Vous aurez l'occasion de prendre des initiatives qui se révéleront lucratives, favorisant ainsi l'accroissement de vos résultats financiers. Il ne serait pas exagéré de dire que votre situation sera prospère.

Sagittaire Le Soleil formera de très belles configurations. Mais ne comptez tout de même pas sur lui pour vous accorder une journée de chance financière exceptionnelle. L'astre du jour se contentera de vous gratifier d'une journée de plus grande chance : une rentrée surprise est possible, un petit gain au jeu, ou encore une prime quelconque ou une prime imprévues.

Capricorne Vous bénéficierez d'une certaine chance financière ou, à tout le moins, vous n'aurez pas de difficulté pécuniaire à redouter. Mais méfiez-vous de l'influence de Saturne : essayez de garder quelques économies sur votre compte en banque, cela vous rendra service bientôt.

Verseau Vous aurez tendance à voir trop grand en matière de finances. Etudiez à fond les propositions que l'on vous fait : elles sont moins lucratives qu'elles ne le paraissent et vous entraîneraient beaucoup trop loin. De même, évitez les dépenses somptuaires ; dans votre situation présente, elles sont inutiles et ne vous apporteraient que des inconvénients.

Poissons Gérez sagement votre budget, et tout ira bien. Les astres n'auront pratiquement aucune influence sur votre équilibre financier cette fois. Vous voilà donc à l'abri des difficultés imprévues qu'auraient pu provoquer des planètes négatives. En revanche, vous ne pourrez pas non plus compter sur le soutien providentiel d'astres bénéfiques.

LE JOURNAL DES DECIDEURS

L'économiste
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef
Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition
Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs
Issa SIKITI da SILVA
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale
Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur
Michel Yao AYEVA

Graphiste
Léon Junho SODEDJI

Imprimerie
J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



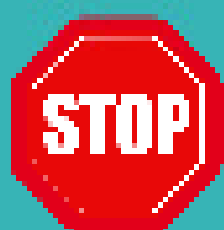
LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seutogo@gmail.com Lomé

Santé au Togo

Plus de 6 millions de moustiquaires seront distribuées

Le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins a lancé à ce jeudi 22 octobre, une nouvelle campagne nationale de distribution de moustiquaires imprégnées.



● Bernard AFAWOUBO

La quatrième campagne de distribution de moustiquaires imprégnées a été officiellement lancée ce jeudi 22 octobre 2020 par le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins et ceux jusqu'au 02 Novembre prochain. L'objectif visé par cette nouvelle campagne est de réduire la morbidité et la mortalité liées au paludisme. En raison de la pandémie de la Covid-19, cette campagne se fera de porte à porte. Ainsi plus de 15 000 agents de santé com-

munautaire sont mobilisés pour cette campagne et distribueront 6,4 millions de moustiquaires rassemblées par le gouvernement et ses partenaires à raison d'une moustiquaire par couchette, ceci dans le strict respect des mesures barrières. Ces agents seront dotés d'équipements de protection individuelle notamment de masques, de gants, de gel hydro-alcoolique et de savon pour se protéger et éviter la propagation du virus de la Covid-19. « Le Chef de l'Etat a pris toutes les dispositions possibles pour que cette campagne soit

effective. Les conséquences du paludisme en termes de mortalité et de morbidité, vous le savez. C'est la première cause de décès des enfants de moins de cinq ans. La maladie doit être donc prévenue. Nous avons le devoir de mettre à disposition ces moustiquaires. Pour que cette campagne soit une réussite, nous avons besoin du soutien et de la participation des populations aussi bien dans le dénombrement des ménages que dans la distribution et surtout dans l'utilisation effective des moustiquaires. Cette stratégie va nous permettre de réduire considérablement la fréquence du paludisme dans nos populations » a confié le Ministre Moustafa Mijiyawa. Par ailleurs, les données de la campagne seront digitalisées afin de permettre d'avoir en temps réel les résultats du dénombrement des ménages et de la distribution de moustiquaires. En cette période de crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 qui occupe toutes les attentions, le paludisme continue d'être un souci majeur de santé pour les populations.

Technologie

Un super calculateur pour l'Université de Lomé

Bientôt, l'Université de Lomé va se doter d'un super calculateur d'une puissance de 1 pétaflop/s. Une machine capable d'exécuter plusieurs tâches à la fois. D'après les sources, cette technologie que le temple du savoir veut s'offrir va répondre à plusieurs exigences tant au niveau des enseignants que des étudiants. Surtout pour ce qui concerne les calculs complexes, informe-t-on. Avec un million de milliards d'opérations par seconde, le super calculateur va également permettre aux acteurs du monde universitaire du pays d'avoir des résultats rapides et fiables en ce qui



concerne les chiffres. Aussi, renseigne-t-on sur son utilité dans les industries, les banques à savoir « la puissance de calcul requise pour leurs projets de simulation numérique et les applications d'analyse de données

exploitant l'intelligence artificielle ». Notons qu'il s'agit d'une haute technologie que l'Université de Lomé veut s'employer à utiliser afin de maintenir son cap dans le domaine du numérique.

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Classement FIFA

Les Éperviers restent 126è au monde

Le Togo occupe toujours la 126è place du classement FIFA dévoilé ce jeudi 22 octobre 2020.



La bande à Claude Le Roy occupe toujours le 126è rang au niveau mondial, loin derrière ses voisins de la sous-région ouest africaine, et reste 34è sur le continent. C'est ce que révèle le classement FIFA du mois d'octobre. Ceci est une

conséquence du match nul (1-1), le 12 octobre dernier, contre le Soudan lors des journées FIFA. Les Lions de la Téranga du Sénégal (21è mondial) dominant toujours les choses au niveau africain, suivis des Aigles de Carthage de la Tunisie (26è

mondial). Les Fennecs (30è mondial) occupent la 3è place en Afrique. Respectivement première, deuxième et troisième, la Belgique, la France, le Brésil dominant le débat au niveau mondial.

Avec iciLome

Football

Le FC Barcelone veut blinder Ansu Fati !

Sous la protection du Roi Messi, le Petit Prince Ansu Fati est en train de se faire une place de choix au FC Barcelone. Et les Culés sont déterminés à écrire l'avenir et l'histoire avec lui.

Le Barça s'est trouvé un nouveau messie. A bientôt 18 ans, puisqu'il les fêtera le 31 octobre prochain, Ansu Fati continue de monter en puissance et prouve que le talent n'est pas une question d'âge. Dans l'ombre du géant Lionel Messi, la pépite du FC Barcelone, qui avait explosé l'an dernier, profite du renouveau dans la formation menée par Ronald Koeman pour marquer des points et prendre de l'avance sur la concurrence. Alors qu'Antoine Griezmann traîne son spleen, le joueur né en 2002, rayonne et vit un début de saison plutôt réussi pour le moment. Aligné à cinq reprises toutes compétitions confondues depuis le commencement de l'exercice 2020-21, l'Espagnol a été titulaire à quatre reprises. Il faut ajouter qu'il a trouvé le chemin des filets quatre fois. Dans le détail, il a marqué

trois buts en Liga (doublé contre Villarreal, 1 but contre le Celta Vigo). Des réalisations qui, en plus d'une passe décisive, lui ont permis d'être élu joueur du mois de septembre en Liga. A cela, il faut ajouter qu'il a trouvé la mire à une reprise en Ligue des Champions cette semaine lors du carton face à Ferencvaros (5-1).

Un début de saison réussi pour le crack de 17 ans

Heureux en club, le natif de Bissau l'est également en sélection. Il a fait ses débuts avec l'équipe nationale d'Espagne, où il a été convoqué lors des rassemblements de septembre et octobre. Là aussi, Ansu Fati a rapidement marqué des points. Face à l'Ukraine le 6 septembre dernier, il a trouvé le chemin des filets à la 33e minute,

inscrivant donc son premier but avec la Roja. Un but historique puisqu'il lui a également permis de devenir le plus jeune buteur de l'histoire de l'Espagne à 17 ans et 311 jours. Bien qu'il soit au coeur d'une polémique suite à un article à son sujet et jugé raciste, Ansu Fati garde le sourire, lui qui est officiellement devenu un joueur de l'équipe première le 23 septembre dernier. En plus d'avoir récupéré le numéro 22 laissé libre après le départ d'Arturo Vidal, il ne jouera plus avec l'équipe B du club culé. Il a aussi vu sa clause libératoire passer de 190 à 400 millions d'euros, le Barça étant désormais toujours prudent depuis le fameux épisode Neymar. En revanche, la durée de son bail, soit jusqu'en 2022, elle n'a pas changé. Mais cela pourrait bientôt être le cas.

Avec footmercato.net

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



#CQFS

CMJN

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : **www.otr.tg** ou **www.dadc.gouv.tg**



Office Togolais des Recettes - OTR